

Inhalt/Contenu

Editorial deutsch

Editorial français

Les 25 ans de PSR / IPPNW Suisse
Guerre glaciale d'il y a 25 ans

25 Jahre PSR / IPPNW Schweiz
Eiskalter Krieg vor 25 Jahren

European IPPNW-Student Conference Neapel

Die Seite der StudentInnen

Tschernobyl ist nicht vorbei - Bericht aus Minsk und Kiev

Pour ou contre l'emploi de la pectine de pomme

News von der Regionalgruppe Ostschweiz

Teheran verstehen - geht das?
ein Kommentar von Hans-Friedrich Meyer (der Standard)

Sofortiger Waffenstillstand
Ein Appell der IPPNW Deutschland an die Bundesregierung

Chemiewaffeneinsatz im Libanon
IPPNW Deutschland fordert Erklärung

Offensiv in die Eskalation
Ein Kommentar von Susanne Knaul (taz)

In Kürze / en bref

Nina Stähli's koboldhaftes Kunsttheater

Editorial

**Liebe Mitglieder,
liebe LeserInnen und Leser**

25 Jahre PSR / IPPNW Schweiz ist Anlass, den PSRnews ein festliches Anlitz zu geben. Den farbigen Umschlag hat uns die Druckerei Gissler in Allschwil gesponsert, an dieser Stelle herzlichen Dank dafür. Während im Nahen Osten ein denkbarer Frieden, für welchen sich auch PSR/IPPNW sehr engagiert, durch eine unvorstellbare Eskalation der Gewalt in weite Ferne rückt und der von vielen seit langem befürchtete Flächenbrand in der Region greifbar nahe erscheint, blicken wir mit dem Gründer der PSR/IPPNW Schweiz, Martin Vosseler, auf 25 Jahre Friedensarbeit zurück. Dieser Rückblick gibt auch Kraft und Hoffnung, zeigt er doch, wie viel mit beharrlicher Arbeit und Engagement zu bewegen ist.

In diesem Jahr 2006 blieb und bleibt nicht viel Zeit und Energie für Festivitäten. Rund um den Gedenktag „20 Jahre nach der Tschernobyl-Katastrophe“ waren Alle, insbesondere die Aktiven in Basel und St. Gallen, mehr als ausgelastet. An zahlreichen Gedenkkonzerten, Mahnwachen und Info-Anlässen sprachen PSR / IPPNW in Basel in Zusammenarbeit mit den Jungen Grünen und Greenpeace vermehrt auch Jugendliche an, was uns ein wichtiges Anliegen ist. Die PSR Gruppe Ostschweiz organisierte ein Konzert mit Ausstellung in St. Gallen. Mit diesen Anlässen erreichten wir viele Menschen, die durch die breite Berichterstattung in den Medien erkennbar wieder sensibler und aufmerksamer auf das Thema „zivile Atomenergie“ reagierten. Die diversen Gedenkkonzerte brachten so einige tausend Franken für den Verein „Kinder von Tschernobyl, Weissrussland.“ Wir danken allen SpenderInnen vor Ort und unseren LeserInnen ganz herzlich für diese dringend notwendige Hilfe.

Vor Ort und an vorderster Front waren Michel Fernex und Andi Nidecker im April an Kongressen in Minsk und Kiev.

Nach der Sommerpause steht für einige unserer Vorstandsmitglieder der World-Kongress in Helsinki auf dem Programm. PSR/IPPNW Schweiz wird zusammen mit der deutschen Sektion den Workshop „Energiesicherheit“ mit den Themen „Gefahren der atomaren Energie und deren Auswirkungen auf unsere Gesundheit und Sicherheit“ und „Vorschritten für eine nachhaltige Energiezukunft“ bestreiten. Siehe: www.ippnw2006.org/

An unseren Info-Anlässen an den verschiedenen medizinischen Fakultäten haben wir Kontakt mit einigen StudentInnen geknüpft. Zwei der Studentinnen aus Fribourg haben zusammen mit Claudio Knüsli am Studentenkongress in Napoli/It. teilgenommen. Ihren Beitrag finden Sie in der neuen Rubrik „Seite der StudentInnen“.

Mit herzlichen Grüssen

Claudia Bürgler

Editorial

Chers membres, chères lectrices et chers lecteurs,

Le 25^e anniversaire de PSR/IPPNW Suisse est l'occasion de publier un numéro des PSRnews sortant un peu de l'ordinaire. La couverture polychrome a été sponsorisée par l'imprimerie Gissler (Allschwil) que nous tenons d'ailleurs à remercier vivement. Alors qu'au Proche-Orient, la paix qui apparaissait pourtant concevable, et pour laquelle PSR/IPPNW s'est fortement engagée, est de nouveau menacée par une incroyable escalade de la violence, et que l'incendie qui couve depuis longtemps semble prêt à exploser, l'heure est venue pour nous de faire le bilan de 25 années consacrées à la paix et de nous joindre à Martin Vosseler, le fondateur de la PSR/IPPNW Suisse. Ce retour en arrière est aussi une source de force et d'espoir : ne montre-t-il pas ce qu'un travail de fond et beaucoup d'engagement peuvent atteindre ?

L'année 2006 ne nous a laissé et ne nous laisse guère de temps et d'énergie pour les festivités. Tous les membres, et en particulier les actifs regroupés à Bâle et à St-Gall ont fourni un énorme travail pour la journée commémorative « La catastrophe de Tchernobyl 20 ans après ». Les nombreux concerts et rassemblements commémoratifs ainsi que les diverses manifestations d'information organisées à Bâle en coopération avec les jeunes du parti des Verts et Greenpeace ont été pour la PSR/IPPNW l'occasion de s'adresser directement aux jeunes, mission importante s'il en est. Le groupe PSR de Suisse orientale a organisé un concert et une exposition à St-Gall. Ces diverses manifestations nous ont permis d'interpeller un vaste public faisant de nouveau preuve, suite à l'intense couverture médiatique, d'une forte sensibilité et d'un intérêt soutenu pour tout ce qui concerne « l'énergie nucléaire civile ». Les divers concerts commémoratifs ont permis de collecter plusieurs milliers de francs qui seront reversés à l'association « Enfants de Tchernobyl, Belarus ». Nous remercions tous les donateurs et donatrices ainsi que tous nos lecteurs et nos lectrices pour cette aide vraiment urgente.

En avril, Michel Fernex et Andi Nidecker se sont rendus sur place et ont participé en premières lignes à des congrès tenus à Minsk et à Kiev.

Après la trêve d'été, une délégation de notre comité directeur assistera au Congrès mondial d'Helsinki. Fédérant les thèmes « Risques de l'énergie nucléaire et son impact sur notre santé et notre sécurité » et « Directives pour un avenir énergétique durable », l'atelier « Sécurité énergétique » aura lieu sous l'égide de PSR/IPPNW Suisse et de la section allemande. Voir: www.ippnw2006.org/

Les présentations d'information que nous avons organisées dans plusieurs facultés de médecine nous ont permis d'entrer en contact avec plusieurs étudiantes et étudiants. Deux étudiantes de Fribourg ont accompagné Claudio Knüsli au Congrès des étudiants de Naples (Italie). Vous trouverez leur récit à la nouvelle rubrique intitulée « La page des étudiant(e)s ».

Cordialement

Claudia Bürgler

Guerre glaciale d'il y a 25 ans

de *Martin Vosseler*

En 1980, la guerre qui règne n'est pas seulement froide, elle est glaciale. Ronald Reagan vient d'être élu à la présidence des États-Unis. D'après lui, il est possible de mener et même de gagner une guerre atomique et dans un microphone supposé éteint, il annonce que l'URSS, «l'empire du mal», fera bientôt l'objet d'attaques nucléaires.

Bernard Lown

Harvard Club Boston: le Consul suisse a invité tous les jeunes médecins et scientifiques helvétiques à un cocktail. L'occasion: la visite du président de l'ETH Heinrich Ursprung. «Comment va la Suisse?», demandè-je à l'illustre invité. «Je me fais du souci en raison de la résistance croissante contre les centrales nucléaires en Suisse». «Ce mouvement n'est-il pas réjouissant?», ajoutè-je. La conversation a une fin subite. Une gynécologue suisse qui a assisté à la discussion: «Tu n'as pas entendu parler des PSR? Ils s'engagent contre la bombe atomique et contre les centrales nucléaires. C'est le cardiologue Bernard Lown qui a fondé cette association il y a presque 20 ans.»

Un vendredi après-midi dans un amphithéâtre de la Harvard School of Public Health sur la Huntington Avenue de Boston. Les pensionnaires et internes attendent Bernard Lown. Le voilà qui arrive: un homme de petite taille, trapu, au visage large, au front haut et à l'œil averti. «Do you have slights?», demande-t-il à un assistant qui a préparé un exposé. Ce dernier acquiesce avec fierté. «Put them away. Make your presentation without slides!». Le jeune médecin pâlit pour finalement se ressaisir rapidement et faire sa présentation de façon plus claire et plus vivante qu'avec les diapositives-béquilles qu'il s'était confectionnées. Lown prend ensuite la parole: il débute par un problème de rythme cardiaque complexe. Il vient alors à parler du malade, de sa famille, de son travail, de son entourage social avant de terminer par ce qui lie toutes les personnes présentes au patient: que nous sommes tous des otages du nucléaire, que le puissant feu d'artifice des énormes arsenaux atomiques est prêt à exploser à tout moment par défaillance soit technique, soit humaine. Qu'il n'y a pas de remède contre cette dernière épidémie. Et que c'est pour cela que nous, médecins, nous avons la lourde tâche d'empêcher justement cette dernière épidémie.

«Que puis-je faire?» demandè-je à Lown dans son bureau dont les murs sont recouverts de diplômes et de plaques honorifiques. «Je suis en train de fonder une organisation internationale de médecins pour la prévention d'une guerre nucléaire. Vous n'avez qu'à fonder une section suisse!», me conseille-t-il.

PSR/IPPNW Suisse

Dans une annonce, environ 200 médecins suisses se déclarent publiquement contre le nucléaire. Je prépare des lettres à leur attention. Une amie de Suisse me rend visite à Noël 1980 à Boston. Je lui confie les lettres. Parmi les collègues contactés, environ trente se disent prêts à participer à un groupe PSR suisse. Je les convie à une première rencontre le 10 avril 1981 dans le buffet de la gare de Berne. Le pédopsy-chiatre Carl Haffter de Bâle m'aide à l'organiser.

En une heure, PSR Suisse est fondée. Jacques Diezi en devient le premier président, le chirurgien Auguste Jost le premier trésorier, tous deux sont de Lausanne. François et Denise Burnier de Pampigny mettent en place le premier secrétariat. Martin Walter de Granges et Conradin Schucan sont également déjà présents. L'assemblée constitutive a lieu le 25 juin 1981 au même endroit.

La section de Bâle est créée en août 1982. En peu de temps, plus de 300 médecins bâlois deviennent membres. Des sections voient bientôt le jour en Suisse romande, à Berne, à Zurich, en Suisse centrale, en Suisse orientale et dans le canton du Tessin.

L'humus de la vie

Les 25 années de PSR/IPPNW Suisse sont composées d'un tissu de nombreux fils multicolores, un tissu d'amitié, de peur et d'espoir, d'enthousiasme et de déception, de surprise, d'étonnement, d'action et d'interaction de personnes concernées et impliquées dans l'humus toujours changeant de la vie. La rétrospective des «20 ans de PSR» offre un aperçu de cette famille aux grandes ramifications ([www.ippnw.ch/Kommunikation/PSR-News 1/2001](http://www.ippnw.ch/Kommunikation/PSR-News%201/2001)). De nombreux souvenirs reviennent à nos mémoires.

Communauté

L'humus de la vie nous fait le cadeau d'aventures communes inoubliables: l'été 1984 – le référendum sur une initiative nucléaire est imminent, une vieille Saurer sur la place. Pour une photo de groupe, nous formons un demi-cercle avec nos chevaux d'acier qui supportent leurs cavaliers et que Beat Flückiger a apportés. Les vélos sont embarqués dans le

bus et nous voilà partis direction la Suisse primitive où nous voulons étaler dans les villages, devant les supermarchés ou dans les manifestations rencontrées les raisons médicales qui nous poussent à vouloir un avenir sans nucléaire. Sur la route, l'ancien conseiller fédéral Hürlimann témoigne son respect à ces docteurs antinucléaires, mais ne peut s'empêcher de demander ce que peuvent bien faire les patients lorsque leurs médecins s'amuse à faire du vélo en Suisse centrale au beau milieu de la semaine.

Deux mois avant la chute du Mur de Berlin, nous sommes assis dans le parc du Monte Verità et approfondissons notre travail pour la paix avec des gens tels que Christa Wolf, Georg Heym, Hans Peter Dürr, Horst Eberhard Richter. À l'époque je ne comprends pas la déclaration provocante prononcée par Georg Heym en cercle restreint et dans laquelle il affirme qu'il «pourrait bientôt être opportun de traiter le mur avec soin».

PSR/IPPNW, c'est un quart de siècle de travail en commun. Je voudrais citer Solange et Michel Fernex en exemple de tous ceux et celles qui se sont engagés corps et âme dans ce travail. Durant ces longues années Solange et Michel ont voué toutes leurs forces à notre projet commun. En participant au „Jeûne pour la Vie“ Solange nous a secoué. Michel s'est opposé courageusement, et avec succès, à ce que nous n'abandonnions pas notre engagement contre les centrales nucléaires. Tous deux ont donné voix aux victimes de Tchernobyl, et aux scientifiques de Belarus persécutés pour leur recherche de la vérité.

Surprises

L'humus de la vie nous réserve bien des surprises: le 11 octobre 1985, Genève, nous fêtons le 5^e anniversaire de la rencontre des fondateurs d'IPPNW et une salle immense presque vide baigne d'ennui. Au premier rang, Bernard Lown et Eugen Chazov ainsi que deux généraux antinucléaires (Eugene Carroll des États-Unis, l'amiral Antoine Sanguinetti de France) ainsi que Curt Gasteyger, chercheur et expert en questions stratégiques. Des 300 places, seules 25 sont occupées, la plupart par des membres de PSR. Le moral est au plus bas après cet échec. Il sera à peine réchauffé par le cocktail auquel nous convie un conte italien, ami de Bernard Lown. La manifestation et la conférence de presse prévues le lendemain à l'ONU seront-elles aussi un tel fiasco? Le 12 octobre, 11 heures, les couloirs de l'ONU grouillent de monde. Des équipes de télévision, des journalistes, des diplomates de l'ONU envahissent la salle que nous avons réservée il y a trois mois déjà pour cette conférence de presse. À 11h très exactement, l'ambassadeur norvégien de l'ONU nous rejoint pour annoncer qu'IPPNW a reçu le Prix Nobel de la paix 1985.

Un grand sentiment de bonheur nous envahit également lorsque Uschi Suter se décide pour la fonction de coordinatrice de PSR au détriment d'un poste très intéressant dans le monde du sport universitaire et que Marianne et Günter Baitsch se chargent du secrétariat de PSR dans leur maison du Pfaffenlohweg à Riehen. Cet endroit est parfait pour lancer nos actions contre les essais nucléaires. Des milliers de signatures sont récoltées. C'est en blouses blanches que nous nous rendons à l'ambassade soviétique et américaine. Nous sommes invités à entrer dans la première; l'ambassadeur nous accueille et nous offre un jus de fruits. La perestroïka et la glasnost de Mikhaïl Gorbatchev éveillent notre enthousiasme et nos espoirs. Son arrêt unilatéral des essais nucléaires est également rendu possible par le travail discret d'IPPNW.

Les alentours de l'ambassade américaine sont nettement moins chaleureux. Seule une clôture métallique et pointue est là pour nous accueillir. Et lorsqu'en février 1987 quelques activistes en blouse blanche, dont Guy Morin, le Ministre bâlois actuel de la justice, s'attachent à ces grilles de fer, les pincettes sont déjà prêtes...

Malgré Max Frisch

L'humus de la vie fait de nous des témoins de l'histoire du monde: les ministres de la défense américaine et soviétique se rencontrent en mars 1988 à Berne. Alors que Frank Carlucci, le ministre américain, en profite pour partir à la recherche de ses racines helvétiques, de sa grand-mère de Schangnau et des rösti au fromage, Dmitri Jasow, son homologue soviétique, reçoit une délégation de PSR à l'ambassade d'URSS. Nous insistons lourdement sur notre ordonnance médicale pour l'arrêt des essais nucléaires. Jasow se réjouit de l'édition russe d'un livre de Max Frisch dédicacé par l'auteur et que Thomas Schnyder lui a apporté. Cela ne l'empêchera malheureusement pas, trois ans plus tard, de s'allier avec d'autres ministres dans un putsch contre Gorbatchev, son père politique.

Pour un avenir durable de l'énergie

L'humus de la vie a permis à la petite plante PSR de développer des pousses pleines d'énergie. De SONNEschweiz est né sun21, le forum international sur l'énergie de Bâle qui s'engage depuis bientôt 10 ans pour un avenir durable de l'énergie.

Préparer les percées

L'humus de la vie nous a appris que les percées arrivaient la plupart du temps avec surprise, de façon inattendue et du côté où on les attend les moins. Nous pouvons certes les préparer, mais nous ne les maîtrisons pas. L'arrêt des essais nucléaires, pour lequel nous nous engageons depuis des années, n'est ni le résultat de décisions sages prises par nos dirigeants, ni un simple titre dans les journaux. Dans l'empire soviétique en perdition, la population émancipée ne veut plus accepter ces essais. Le dégel s'annonce alors dans cette guerre froide lorsque Nancy Reagan réalise que Gorbatchev devance son mari dans les classements de popularité. Elle oblige Ronnie à accepter les propositions de désarmement faites par Gorbatchev. À Reykjavik, Ronald Reagan est alors si motivé sur les questions de désarmement que ses conseillers doivent le ramener à l'ordre. Et en 1988, la centrale nucléaire de Kaiseraugst reçoit le dernier coup de grâce non pas par des autorités soucieuses de leurs concitoyens, mais par un Christoph Blocher qui préfère tirer un trait définitif sur «Kaiseraugst» par peur d'un fiasco commercial et alléché par une coquette indemnité.

Des coureurs de fond pour un relais d'un quart de siècle

L'humus de la vie fait apparaître dans nos rangs des spécialistes reconnus et assure dans ce relais d'un quart de siècle qu'est PSR/IPPNW un passage de témoin régulier qui permet la continuité du travail: Martin Walter devient expert reconnu des conséquences des rayons des centrales, Thomas Schnyder des illusions de la sécurité civile et en collaboration avec Monique Bircher des conséquences de la menace nucléaire sur les enfants et les adolescents. Michel et Solange Fernex veillent à un moment crucial à ce que PSR/IPPNW Suisse n'abandonne pas son engagement anti-nucléaire pour des raisons opportunistes. Ils se font les porte-parole des scientifiques poursuivis en Biélorussie parce qu'ils refusent de taire la vérité sur les conséquences sanitaires de Tchernobyl. Arthur Muhl devient «Monsieur zones sans armes nucléaires» respecté de par le monde. Andi Nidecker met à la disposition de la cause son vaste réseau de connaissances et ses relations avec le monde universitaire, alors que Claudio Knüsli se bat contre l'édulcoration de la protection contre les radiations en prenant le relais de Jean-Luc Riond. Avec Claudia Bürgler, c'est eux qui maintiennent l'action de PSR/IPPNW Suisse, à une époque où de nombreuses sections nationales d'IPPNW n'existent plus que sur le papier.

Ne pas lâcher prise et avoir confiance

Dans l'humus de la vie, des choses incompréhensibles, inconcevables se passent parfois: aujourd'hui à nouveau certains appellent à la construction de nouvelles centrales nucléaires. Les États-Unis entendent développer une nouvelle génération d'armes atomiques. Les jeunes d'aujourd'hui ne connaissent pas la Guerre froide, Tchernobyl et Schweizerhalle. N'oublions pas que toute évolution naît dans l'étau des forces d'action et de réaction. PSR/IPPNW Suisse est nécessaire, aujourd'hui comme hier. Notre endurance est de mise, notre confiance, la confiance que nous avons pour notre alliance avec les forces de la vie, pour le miracle dont nous avons tous besoin, que nous ne maîtrisons pas, mais à la préparation duquel nous pouvons participer.

Eiskalter Krieg vor 25 Jahren

von Martin Vosseler

Es herrscht 1980 nicht nur kalter, es herrscht eiskalter Krieg. Ronald Reagan ist soeben als neuer US-Präsident gewählt. Ein Atomkrieg sei führbar, gewinnbar; und ins vermeintlich abgeschaltete Mikrofon verkündet er, die UdSSR, „das Reich des Bösen“ werde demnächst atomar angegriffen.

Bernard Lown

Harvard Club Boston: Der Schweizer Konsul hat alle jungen Schweizer Ärztinnen und Wissenschaftler zu einem Apéro eingeladen. Anlass: Besuch des ETH-Präsidenten Heinrich Ursprung. „Wie läuft's in der Schweiz?“, frage ich den hohen Gast. „Ich mache mir grosse Sorgen angesichts des zunehmenden Widerstands gegen Atomkraftwerke in der Schweiz.“ „Ist das denn nicht erfreulich?“, frage ich zurück. Das Gespräch nimmt ein jähes Ende. Eine Gynäkologin aus der Schweiz hat zugehört: „Hast Du von den PSR-Ärzten gehört? Sie engagieren sich gegen Atombomben und AKWs. Der Kardiologe Bernard Lown hat sie schon vor fast 20 Jahren gegründet.“

Freitagnachmittag in einem der Konferenzsäle der Harvard School of Public Health an der Huntington Avenue in Boston. Die Residents und Interns warten auf Bernard Lown. Da kommt der kleine, gedrungene Mann mit dem breiten Gesicht, der hohen Stirn, den wachen Augen. „Do you have slights?“, fragt er einen Assistenten, der einen Vortrag vorbereitet hat. Dieser nickt stolz. „Put them away. Make your presentation without slides!“ Der junge Arzt erleichtert. Doch fasst er sich schnell und bringt seinen Beitrag anschaulicher, lebendiger als mit den vorbereiteten Dia-Krücken. Dann Lown: Er beginnt mit einem kniffligen Herzrhythmus-Problem. Dann kommt er auf die herzkranke Person zu sprechen, auf seine Familie, seinen Beruf, sein soziales Umfeld. Er endet damit, was uns Anwesende mit dem Patienten verbindet: Dass wir alle atomare Geiseln sind, dass das gewaltige Feuerwerk der riesigen Atomwaffenarsenale jederzeit wegen technischen oder menschlichen Versagens losgehen könnte. Gegen diese letzte Epidemie sei kein Kraut gewachsen. Darum hätten wir Ärztinnen und Ärzte alle eine grosse Verantwortung, diese letzte Epidemie zu verhindern.

„Was kann ich tun?“, frage ich Lown in seinem Büro, dessen Wände mit Ehrenurkunden und -plaketten bedeckt sind. „Ich bin dabei, eine internationale Ärzteorganisation zur Verhütung des Atomkriegs aufzubauen. Gründen Sie doch eine Schweizer Sektion!“, empfiehlt er mir.

PSR/IPPNW Schweiz

In einem Inserat haben etwa 200 Schweizer Ärztinnen und Ärzte gegen die Atomkraft unterschrieben. Ich bereite Briefe an sie vor. Eine Freundin aus der Schweiz besucht mich an Weihnachten 1980 in Boston. Ich gebe ihr die Briefe mit. Etwa dreissig der angeschriebenen Kollegen erklären ihre Bereitschaft, bei einer Schweizer PSR-Gruppe mitzuwirken. Ich lade sie auf den 10. April 1981 zu einem ersten Treffen ins Bahnhofbuffet Bern ein. Der Kinderpsychiater Carl Haffter aus Basel hilft bei der Organisation.

Innerhalb einer Stunde sind die PSR Schweiz gegründet. Erster Präsident wird Jacques Diezi, erster Kassier der Chirurg Auguste Jost, beide aus Lausanne. François und Denise Burnier aus Pampigny übernehmen das erste Sekretariat. Martin Walter aus Grenchen und Conradin Schucan sind auch schon dabei. Am 25. Juni 1981 findet die offizielle Gründungsversammlung am gleichen Ort statt.

Im August 1982 wird die Basler Sektion gegründet. Innerhalb kurzer Zeit treten über 300 Basler Ärztinnen und Ärzte bei. Bald folgen Sektionen in der Suisse Romande, in Bern, Zürich, in der Zentralschweiz, in der Ostschweiz und im Tessin.

Kompost des Lebens

Die 25 Jahre PSR/IPPNW Schweiz sind ein Gewebe aus vielen bunten Fäden, ein Gewebe der Freundschaft, des Bangens und Hoffens, der Begeisterung und Enttäuschung, der Überraschung, der Wunder, ein Wirken und Durchwirken von bewegten Menschen im ständig wechselnden, sich entwickelnden Kompost des Lebens. Der Rückblick „20 Jahre PSR“ vermittelt einen Eindruck von dieser weit verzweigten Familie ([www.ippnw.ch/Kommunikation/PSR-News 1/2001](http://www.ippnw.ch/Kommunikation/PSR-News%201/2001)). Viele Erinnerungsbilder steigen hoch.

Gemeinschaft

Der Kompost des Lebens beschert uns unvergessliche Gemeinschaftserlebnisse: Sommer 1984 - die Abstimmung über eine Atom-Initiative steht bevor: Ein blauer Saurer-Oldtimer-Car steht auf dem Münsterplatz. Für ein Gruppenbild formen wir einen Halbkreis aus Stahlrössern mit ihren Reitern, die Beat Flückiger hier zusammengebracht hat. Die Velos werden dann im Bus verstaut - und auf geht's Richtung Urschweiz, wo wir in Dörfern, vor Supermärkten und bei

Veranstaltungen unsere ärztlichen Gründe für eine atomfreie Zukunft den Leuten unter die Nase reiben. Alt-Bundesrat Hürlimann zollt auf der Strasse in Zug den Antiatom-Döktern seinen Respekt, kann sich jedoch die Frage nicht verkneifen, was denn die Patienten machen, wenn ihre Ärzte da in der Innerschweiz an einem gewöhnlichen Werktag velofahren.

Zwei Monate vor dem Fall der Berliner Mauer sitzen wir im Park des Monte Verità und vertiefen mit Leuten wie Christa Wolf, Georg Heym, Hans Peter Dürr, Horst Eberhard Richter unsere Friedensarbeit. Georg Heyms provokative Aussage im kleinen Kreis „es könnte bald einmal ratsam sein, die Mauer pfleglich zu behandeln“ verstehe ich damals nicht.

PSR/IPPNW Schweiz bedeutet ein Vierteljahrhundert Gemeinschaftswerk. Ich möchte Solange und Michel Fernex erwähnen, stellvertretend für alle, die mit Leib und Seele mitgewirkt haben. Solange und Michel haben in all den Jahren ihre ganze Kraft unserem gemeinsamen Anliegen gewidmet. Mit der „Jeûne pour la vie“ hat uns Solange aufgerüttelt. Michel hat sich beherzt und erfolgreich dagegen gewehrt, dass wir aus taktischen Gründen unser Anti-AKW-Engagement aufgeben. Beide haben den Opfern von Tschernobyl und den wegen ihrer Wahrheitssuche verfolgten Wissenschaftlern in Weissrussland eine Stimme gegeben.

Überraschungen

Der Kompost des Lebens hält Überraschungen bereit: 11. Oktober 1985, Genf, eine Feier zum 5-jährigen Gründertreffen von IPPNW: Ein grosser Saal gähnt fast menschenleer vor sich hin. Vorne sitzen Bernard Lown und Eugen Chazov, daneben zwei Anti-Atom-Generäle - Eugene Carroll aus den USA, Admiral Antoine Sanguinetti aus Frankreich sowie der Strategie-Forscher Curt Gasteyger. Von den 300 Plätzen sind etwa 25 besetzt, zumeist von PSR-Mitgliedern. Die Stimmung unter uns ist sehr gedrückt nach diesem Flop. Sie wird durch den Apéro kaum aufgehellt, zu dem uns ein italienischer Graf, Freund von Bernard Lown, einlädt. Werden Veranstaltung und Pressekonferenz an der UNO am Tag danach auch so missraten? 12. Oktober, 11 Uhr, in den Gängen der UNO wimmelt es nur so. Fernseh-Teams, Journalisten, Uno-Diplomatinnen schwirren alle dem Raum zu, den wir schon drei Monate vorher für die Pressekonferenz organisiert haben. Um punkt 11 Uhr kommt der UNO-Botschafter von Norwegen und verkündet, die IPPNW hätten den diesjährigen Friedens-Nobelpreis erhalten.

Glücksgefühl durchströmt uns auch, als Uschi Suter die Stelle als PSR-Koordinatorin einer anderen guten Stelle beim Uni-Sport vorzieht und Marianne und Günter Baitsch das PSR-Sekretariat in ihrem Haus am Pfaffenlohweg in Riehen einquartieren. Von dort aus lässt sich hervorragend für den Atomtest-Stopp agieren. Da werden Tausende von Unterschriften gesammelt. In weissen Kitteln ziehen wir zur sowjetischen und zur US-Botschaft. Bei ersterer werden wir eingelassen, vom Botschafter begrüsst und mit Fruchtsaft bewirtet - Michail Gorbatschows Perestroika und Glasnost erfüllen uns mit Begeisterung und Hoffnung. Sein unilateraler Atomtest-Stopp wird auch dank IPPNW-Einflüsterern möglich.

Das Pflaster um die US-Botschaft herum ist härter. Da starren nur spitze Eisen-Staketen. Und als sich im Februar 1987 einige Weisskittel-Aktivist*innen, darunter der heutige Basler Justizminister, Guy Morin, an diese Eisengitter anketten, sind die Kettenzangen bereits zur Stelle...

Trotz Max Frisch

Der Kompost des Lebens macht uns zu Zeugen der Weltgeschichte: Die Verteidigungsminister der USA und der UdSSR treffen sich im März 1988 in Bern. Während der amerikanische Minister Frank Carlucci seinen Emmentalern Wurzeln, der Siegenthaler-Grossmutter aus Schangnau und Käserösti nachspürt, empfängt der sowjetische Verteidigungsminister Dmitri Jasow eine PSR-Delegation in der russischen Botschaft. Wir pochen eindringlich auf unser ärztliches Atom-Teststopp-Rezept. Jasow freut sich an der russischen Ausgabe eines handsignierten Buches von Max Frisch, das ihm Thomas Schnyder mitgebracht hat. Es hält ihn aber drei Jahre später nicht davon ab, mit anderen Ministern zusammen gegen seinen Ziehvater Gorbatschow zu putschen.

Für eine nachhaltige Energiezukunft

Auf dem Kompost des Lebens hat das PSR-Pflänzlein energie-reiche Triebe entwickelt. Über SONNE-schweiz ist sun21 entstanden, das Internationale Energieforum in Basel, das sich seit bald 10 Jahren für eine nachhaltige Energiezukunft einsetzt.

Durchbrüche vorbereiten

Im Kompost des Lebens lernen wir: Durchbrüche kommen meist überraschend, unerwartet - und von einer Seite, wo wir sie am wenigsten erwarten. Wir können sie zwar vorbereiten, haben sie aber nicht im Griff. Der Atomteststopp, für den wir uns über Jahre einsetzen, kommt nicht als weiser Entschluss der Staatsoberhäupter und als Schlagzeile daher. Im zerfallenden Sowjetreich lässt die emanzipierte Bevölkerung diese Tests einfach nicht mehr zu. Tauwetter im kalten

Krieg setzt dann ein, als Nancy Reagan realisiert, wie Gorbatschow ihrem Mann den Popularitäts-Rang ablauft. Sie drängt Ronnie, auf die Abrüstungsvorschläge Gorbatschows einzugehen; und in Reykjavik kommt Ronald Reagan beim Abrüsten so in Fahrt, dass seine Berater ihn zurückpfeifen. Und 1988 bekommt das AKW-Kaiseraugst den Gnadenstoss nicht von mitwelt-bewussten Behörden, sondern von Christoph Blocher, der in Sorge um ein unternehmerisches Fiasko und mit der Aussicht auf eine saftige Abfindungssumme den Schlussstrich unter „Kaiseraugst“ zieht.

Eine Viertel-Jahrhundert-Stafette mit Dauerläufern

Der Kompost des Lebens bringt in unseren Reihen anerkannte Spezialisten hervor und sorgt in der Viertel-Jahrhundert-Stafette der PSR/IPPNW immer wieder für Stabwechsel, die ein Weitertragen der Arbeit ermöglichen: Martin Walter wird zum anerkannten Experten für AKW-Strahlenfolgen, Thomas Schnyder für Zivilschutz-Illusionen und zusammen mit Monique Bircher für Auswirkungen der atomaren Bedrohung auf Kinder und Jugendliche. Michel und Solange Fernex sorgen in entscheidender Stunde dafür, dass die PSR/IPPNW Schweiz nicht aus opportunistischen Gründen ihr Anti-AKW-Engagement aufgeben. Sie werden zu Fürsprechern der in Weissrussland verfolgten Wissenschaftler, die die Wahrheit über die gesundheitlichen Tschernobylfolgen nicht verschweigen. Arthur Muhl wird international geachteter „Mr. Atomwaffen-freie Zonen“. Andi Nidecker stellt sein weit verzweigtes Netzwerk und seine Verbindung zur Universität in den Dienst der Sache, und Claudio Knüsli kämpft gegen die Verwässerung des Strahlenschutzes und übernimmt den Stafetten-Stab von Jean-Luc Riond. Sie halten, zusammen mit Claudia Bürgler, die PSR/IPPNW Schweiz in Schwung - in einer Zeit, in der viele andere nationale IPPNW-Gruppen nur noch auf dem Papier existieren.

Dranbleiben und Vertrauen

Im Kompost des Lebens geschieht manchmal Unverständliches, Unfassbares: Wieder erschallt heute der Ruf nach neuen Atomkraftwerken. Die USA wollen eine neue Atomwaffen-Generation entwickeln. Der jungen Generation sitzen Kalter Krieg, Tschernobyl und Schweizerhalle nicht mehr in den Knochen. Erinnern wir uns daran: Jede Entwicklung gedeiht im Spannungsfeld von Kräften und Gegenkräften. Es braucht die PSR/IPPNW Schweiz dringend, nach wie vor. Es braucht unseren langen Atem; und es braucht Vertrauen, Vertrauen in unser Bündnis mit den Lebenskräften, in das Wunder, das wir alle brauchen, das wir nicht im Griff haben, aber bei dessen Vorbereitung wir mithelfen können.

European IPPNW-Student – Conference Neapel 11. – 15.5.2006

von Claudio Knüsli

Mitte Mai fand im fröhsommerlichen Neapel das jährliche Treffen der europäischen IPPNW-StudentInnen statt. Gerne nahm ich die Einladung von Alex Rosen an, über die Dimension der Gesundheitsfolgen nach Tschernobyl aus IPPNW-Sicht zu informieren. Dies im Rahmen eines Streitgespräches mit dem wissenschaftlichen Sekretär der IAEA, Prof. Mikhail Balonov. Über die vielfältigen Veranstaltungen berichten Karin Benz und Fabienne Keller aus der Perspektive der Studentinnen.

Castel dell'Ovo: Historischer Tagungsort für das historische Thema Atomare Bedrohung

Die Konferenz fand im mehr als 2000 jährigen Castel dell'Ovo statt – der frühesten Burganlage Neapels und Ursprung der Stadt überhaupt. In den Fundamenten ist gemäss Vergil bei Baubeginn ein Ei eingemauert worden. Die Legende sagt, dass die Stadt Bestand haben wird, solange das Ei unversehrt bleibt. Die echten Gefahren sind heute weniger der in der Nähe liegende Vesuv oder konventionelle Kriege, derer das Castello viele gesehen hat – sondern alle Aspekte der Atomaren Bedrohung, insbesondere durch die Waffenarsenale der offiziellen und inoffiziellen Atommächte sowie durch die weltweit Hunderte von AKWs.

Schulung der Studenten zu Tschernobyl...

Wie nicht anders zu erwarten, ergab die Panel Discussion zu den Tschernobyl-Folgen für die StudentInnen primär ein sehr widersprüchliches Bild über die Tatsachen. M.Balonov, selber Mitverfasser des IAEA-dominierten Berichtes des „Tschernobyl-Forums“ von anfangs September 2005, demonstrierte die bekannten, beschönigenden Daten mit für Uneingeweihte auf den ersten Blick plausiblen Power-Point-Dias. Irreleitend waren nicht nur die Bilder zur sich erholenden Natur nach der ukrainischen AKW-Explosion von 1986 – es wurde auch kein Bild von betroffenen Menschen gezeigt... Ich zeigte die Position der IPPNW auf, die sich auf die Daten der weissrussischen und ukrainischen Forscher abstützt, gab die Abstracts zum Liquidatorenkongress der PSR/IPPNW Schweiz vom November 2005 ab und erwähnte den deutschen IPPNW-Bericht zu 20-Jahre Tschernobyl vom April 2006. Damit stand Aussage gegen Aussage.

... und zur IAEA und Rolle der WHO

Zentral wurde deshalb das Thema des wissenschaftlichen Umfeldes der Tschernobyl-Problematik, insbesondere auch, wie die IAEA die WHO bevormundet. Der Videoclip aus dem Film „Atomare Lügen“ mit dem Bekenntnis des früheren WHO-Generaldirektors Hiroshi Nakajima (...“Die WHO konnte den Bericht des Kongresse zu 10 Jahre Tschernobyl von 1995 nicht veröffentlichen, da es die IAEA verbot“) ebenso wie der Film „Le Sacrifice“ verfehlten ihre Wirkung auf die StudentInnen nicht. Sie stellten viele kritische Fragen. M.Balonov verstieg sich zur Behauptung, H.Nakajima sei 2001 bereits ein pensionierter, alter Mann gewesen, als er über die Zensur der WHO durch die IAEA äusserte. Hier stellte ich coram publico klar, dass der ehemalige WHO-Generaldirektor sehr wohl wusste, was er sagte und ihm ein solches Outing 1995 als damals amtierender WHO-Generaldirektor nicht möglich gewesen wäre.

IPPNW-StudentInnen – auch in der Schweiz brauchen wir sie mehr als bisher

Das Fazit der Tagung ist für mich: Die junge Generation ist interessiert, sie soll auch in der Schweiz mehr Anregung erhalten, sich mit den Atom-Themen zu befassen. Bei uns liegt die Verantwortung, ihnen all das, was wir wissen, kompetent zu vermitteln.

Siehe auch: www.ippnw-students.org/Napoli/

Die Seite der StudentInnen

Hallo Zusammen

Vor ca. zwei Monaten haben sich PSR/IPPNW Schweiz (Ärztinnen und Ärzte für soziale Verantwortung/ zur Verhütung des Atomkrieges) mit dem Film „The Sacrifice“ an den verschiedenen Universitäten vorgestellt. IPPNW setzt sich unter anderem zur Prävention eines Atomkrieges gegen Atomwaffen ein, mit dem Gedanken, dass wir als Ärzte im Falle einer Katastrophe nur Schaufeln als Werkzeug benützen und nicht heilen können.

Wir hatten die Möglichkeit an der „European conference of IPPNW's medical students“ in Neapel teilzunehmen. Es waren 120 Studenten aus 19 verschiedenen Ländern von Portugal bis Russland dabei. In den drei Tagen wurden verschiedenste Themen behandelt und in Workshops diskutiert. Hier nur ein paar Beispiele:

- „Health situation in Iraq“
- Eine junge Ärztin stellte den schwierigen Alltag der Ärzte im Irak vor.
- „Health in Jerusalem/ the Peace Process in Israel“
- 4 Medizinstudenten (2 israelische Araber und 2 israelische Juden) erzählten über ihre Situation und die Zusammenarbeit von arabischen und jüdischen Ärzten in Jerusalem.
- „Plenary on Refugees in Europe“
- Ein Vertreter von „Ärzte ohne Grenzen“ stellte die miserable Situation der afrikanischen Flüchtlingen in Süditalien vor und beschrieb, wie sie versuchen, ihnen ein gesundheitliches und soziales Minimum zu ermöglichen
- „Panel Discussion: The Health effects of the Chernobyl Disaster“
Dr. med. C. Knüsli, Präsident von PSR/ IPPNW Schweiz versus Prof. Mikhail Balonov, Strahlenbiologe und wissenschaftlicher Sekretär von IAEA (International Atomic Energy Agency). Im Streitgespräch über Folgen und Auswirkungen der Katastrophe.

Und noch viele andere interessante Themen und soziale Aktivitäten (siehe www.ippnw-students.org/Napoli/), auch von anderen Organisationen. Das ganze Programm wurde gut verpackt in kulturellem Austausch, Partys mit Napoli-Studenten, Sonne, Meer, feines Essen,...

Das Grundthema während der drei Tagen war: welches ist die Rolle von Medizinstudenten, was können wir beitragen, wieviel und wie können wir etwas ändern, wo können wir aktiv werden?

Konkrete Ideen und Projekte wurden aufgezeigt. Zum Beispiel etwas ganz einfaches wie das, was wir gerade machen: andere Studenten informieren und auf die Projekte aufmerksam machen.

Vor allem überrascht waren wir, wieviel wir als Studenten wirklich beitragen können und wie aktiv und organisiert Studenten aus anderen Ländern sind. Natürlich war es auch eine super Gelegenheit zu erfahren, wie die medizinische Laufbahn in anderen Ländern verläuft. Ebenfalls haben wir wichtige Kontakte geknüpft.

Wir können nur empfehlen an einem solchen Treffen einmal teilzunehmen, trotz Prüfungen und Studium-Stress. Es zeigt einem, wie sinnvoll man schon als Medizinstudent tätig sein kann und man freut sich noch mehr darauf, bald einmal Arzt/Ärztin zu sein.

Mit herzlichen Grüßen

Karin Benz und Fabienne Keller

Für weitere Informationen stehen wir gerne zur Verfügung (Karin Benz: karinbenz@gmx.ch und Fabienne Keller: fab_i_keller@yahoo.com) oder informiert Euch auch über folgende Adressen und lasst Euch inspirieren:

International IPPNW: www.ippnw.org, PSR/ IPPNW Switzerland: www.ippnw.ch, Activities of the student movement: www.ippnw-students.org/, Refugee Camp Project: www.ippnw-students.org/ReCap, European Youth Network for Nuclear Disarmament: www.bang-europe.org, European Medical Students association: www.emsa-europe.org

Tschernobyl ist nicht vorbei – Bericht aus Minsk und Kiev

von Andreas Nidecker

Vierorts haben in den vergangenen Monaten Kongresse zum 20. Jahrestag der Atomkraft - Katastrophe von Tschernobyl stattgefunden. Was empfinden die Menschen darüber heute in Weissrussland und der Ukraine, in zwei der am meisten betroffenen Ländern? Wie wird dieses Ereignis von einheimischen Wissenschaftlern inzwischen verarbeitet? Ein Bericht von 2 grösseren Veranstaltungen in Minsk und Kiev.

Viele Menschen in Westeuropa haben „Tschernobyl“ heute vergessen oder verdrängen diesen grössten aller anzunehmenden Unfälle, der weltweit je in einem Kernkraftwerk stattgefunden hat. In der Absicht, über die Stellungnahme der Internationalen Atomenergie Agentur (IAEA) und über die Berichterstattung in Medien hinaus, mehr direkt vor Ort zu erfahren, haben wir in den vergangenen zwei Wochen Kongresse in Minsk und Kiev besucht.

Qualität der wissenschaftlichen Publikationen in Ost und West.

Bekanntlich hat die IAEA in Zusammenarbeit mit der Welt Gesundheits Organisation (WHO) und anderen in der Organisation CORE zusammengeschlossenen Organisationen vor einem halben Jahr einen „abschliessenden“ Bericht abgegeben, mit Angaben zu menschlichen Opferzahlen einerseits, aber auch Hinweisen zu den in der Meinung dieser Organisationen jetzt notwendigen Prioritäten, nämlich einer verstärkten finanziellen Unterstützung der betroffenen Bevölkerung. Es seien in erster Linie „sozioökonomische“ schwierige Verhältnisse, welche krankheitsfördernd seien und nicht direkte Strahleneffekte. Während in ihren offiziellen Stellungnahmen die Regierungsvertreter und teilweise auch Wissenschaftler in Minsk diese Argumentation übernahmen, hat die Ukrainische Regierung schon im vergangenen Jahr von 2.6 Millionen Opfern allein unter der eigenen ukrainische Bevölkerung gesprochen. Ebenfalls wurde an einem parallel zum offiziellen Tschernobylkongress in Kiev stattfindenden Treffen grüner und atomkritischer Organisationen (Chernobyl+20, Remembrance for the Future) heftigst protestiert. Ebenfalls wurde vehemente Kritik am CORE Bericht in der Schlussveranstaltung einer offiziellen medizinischen Tagung in Kiev von den ukrainischen und russischen Wissenschaftlern geäussert. Stossend sei es, wenn der WHO Vertreter dort erläutere, dass nur wissenschaftlich „saubere“ und „peer reviewed“ Manuskripte von seiner Organisation hätten bewertet werden können, und damit praktisch die gesamten wissenschaftlichen Publikationen aus ihren Ländern, und damit die grosse Arbeit der letzten knapp 20 Jahre als unzureichend disqualifiziert würden. Sprachbarrieren und dadurch eine bedingte fehlende Beachtung der wissenschaftlichen Berichterstattung von Arbeiten aus Osteuropa und Russland dürften unseres Erachtens bei der Wichtigkeit, dem Sicherheitsaspekt und der Aktualität der Forschungsergebnisse kein Hindernis bei deren Berücksichtigung sein.

Energiezukunft der Ukraine

Inkonsequent und paradoxer erscheint, dass die gleiche ukrainische Regierung jedoch trotzdem ein Atomprogramm vorlegt mit einem geplanten massiven weiteren Ausbau der bereits bestehenden AKWs in den nächsten Jahren. Auch wird die Frage, wie denn die Energiefrage ohne Kernenergie zu lösen sei bei jüngeren Teilnehmer des einen Kongresses immer wieder vorgebracht. Das Wissen um und der Glaube an die Notwendigkeit und das Potential von Energiesparmassnahmen und Kenntnisse über das Spektrum der erneuerbaren Energieträger ist klein. Dies scheint mehr noch bei einigen der hochrangigen Politikern und der älteren Generation als bei den angesprochenen Jugendlichen der Fall zu sein. - Im Übrigen wird durchaus das Dilemma von führenden Politikern anerkannt, trotz der persistierenden Gesundheitsgefährdung in vielen verstrahlten Gebieten, der Bevölkerung und vor Allem der Jugend eine optimistische Vision für die Zukunft zu geben.

Morbidität – Nicht cancerogene Effekte

Ganz wichtig sei es bei der zukünftigen Analyse der Krankheitseffekte der radioaktiv kontaminierten Gebiete, dass nicht nur die Mortalität sondern auch die Morbidität beachtet würde. Ebenfalls würden offenbar nicht cancerogene Erkrankungen zunehmen, u.a. bspw. kindlicher Diabetes mellitus, Cardio-pathien, immunologische Erkrankungen, neuro-psychiatrischen Leiden und fetale Missbildungen. Neuropsychiatrische Erkrankungen vor Allem auch die Schizophrenie seien vor Allem bei den als Liquidatoren eingesetzten Patienten viermal häufiger zu beobachten als bei der Normalbevölkerung. Wenn sich mit anderen Worten die WHO nur auf die Schilddrüsenkrebse konzentriere, würden nicht die ganzen Effekte beobachtet, welche die nukleare Katastrophe von Tschernobyl auf die Natur und die Menschen der betroffenen Regionen ausgeübt hätte. Aus diesem Grund wird jetzt immer mehr der Ruf laut, dass eine von der IAEA unabhängige WHO oder ein sonstiges unabhängiges Gremium sich der Opferzahlen und medizinischen Analyse der tatsächlichen Krankheitsfälle annehmen müsse.

Radioaktive Niedrigstrahlung

Im Rahmen eines Workshops wurde über neue wissenschaftliche Effekte der radioaktiven Niedrig-Strahlung debattiert. Nicht nur sei es vielerorts heute anerkannt, dass es keinen unteren Schwellenwert der Strahlungseffekte gebe, resp. eine lineare Dosis-Wirkungsbeziehung akzeptiert sei. Auch andere Effekte zeigten, dass die chronische Low Level Radiation viel gefährlicher sei als die einmalige hohe Bestrahlung, etwa wie anlässlich der Atombomben-abwürfe nach Hiroshima und Nagasaki. Der sogenannte Bystander effect beschreibt die Tatsache, dass radioaktive Strahlung nicht nur in getroffenen Zellen, sondern auch in benachbarten Zellen schädigende Effekte haben kann, also Zellen nicht direkt getroffen werden brauchen. Da bei niedriger Strahlung die meisten Zellen nicht direkt getroffen würden, könnte dies grösste Implikationen für die Risikoberechnung der radioaktiven Niedrigstrahlung haben.

Ein weiterer Begriff – die Genom-, genetische oder Chromosomen Instabilität – beschreibt die abnormal hohe Rate von genetischen Veränderungen die wiederholt oder spontan in Zellpopulationen entstehen, die sich aus der gleichen Urzelle entwickeln. Dies im Gegensatz zu normalen Zellen, wo dies aufgrund differenzierter Mechanismen, welche die genaue Duplizierung und Verteilung der DNA in die Nachfolgezellen garantieren, nicht der Fall ist, bzw. die genetisch stabil sind und so die Duplizierung abnormaler Zellen verhindern. Viele Krebsbiologen glauben heute, dass eine „Genom-Instabilität“ nicht nur die Carcinogenese induziert, sondern dass so auch Krebszellen Metastasen bilden und sich an die Chemotherapie gewöhnen können. Morgan schreibt 1996, dass eine der Charakteristika von Krebszellen die inhärente Instabilität ihres Genoms sei. Diese Erkenntnisse seien zwar nicht neu, hätten aber bisher viel zu wenig Beachtung gefunden.

Schutzhülle über der Schutzhülle

1000 Millionen Dollar wird der sogenannte Shelter, eine Abdichtungsstruktur über der ehemaligen explodierten Reaktor Nummer IV, kosten. Es handelt sich um ein riesiges Kuppelförmiges Bauwerk, welches als Containment im Verlauf der nächsten Jahre gebaut und abschliessend über den „instabilen“ bzw. brüchigen Sarkophag geschoben wird. Dabei ist die Situation im Bereich des Fundaments des Reaktors unübersichtlich, und eine Grundwasserkontaminierung ist trotz dieser enorm teuren baulichen Mass-nahme nicht auszuschliessen. Ausserdem wird die Abdichtung auch dieser neuen baulichen Hülle nur für 100 Jahre garantiert und das bei „Halbwertszeiten“ vieler der im Reaktor in grosser Menge verbleibenden Radioisotope von Tausenden von Jahren.

Das Kapitel Tschernobyl ist also noch lange nicht zu Ende geschrieben

Pour ou contre l'emploi de la pectine de pomme

de Michel Fernex

Reconnaître le rôle protecteur de la pectine de pomme pour les enfants, c'est reconnaître que le Cs-137 incorporé dans certains organes, irradie l'organisme et est responsable de maladies. Nos deux symposiums de Bâle et de Berne ont montré le rôle des faibles doses de radiocésium comme cause de maladies allant de la cataracte au diabète grave de l'enfant. À Berne, la pathologie neuropsychique qui rend invalide un liquidateur jeune sur trois est aussi lié aux faibles doses. L'irradiation peut être due à tous les radionucléides de Tchernobyl, mais chez les liquidateurs, les nanoparticules des transuraniens inspirés avec les poussières, pourraient jouer un rôle important. Les pectines mobilisent tous les métaux lourds, y compris le plutonium, le strontium et le césium.

On comprend pourquoi le projet CORE, soutenu par les nations nucléarisées et lancé par le CEPN, ONG créée et gérée par le lobby de l'atome en France, tente d'exclure de la liste des programmes qu'il finance le projet de Belrad, qui prévoit des cures de pectine pour les enfants contaminés au Cs137. Le CEPN a réalisé le projet ETHOS au Bélarus, projet que nous avons critiqué, du fait qu'en 5 ans, ces interventions n'avaient en aucune façon ralenti la détérioration continue de la santé des enfants. ETHOS a servi de modèle au nouveau grand projet du CEPN, CORE, mis en place grâce aux financements de l'Union Européenne et d'états nucléarisés, y compris la Suisse. À nouveau, avec CORE, la santé des enfants n'occupe pas la place qu'elle devrait avoir, à nos yeux, dans un environnement radiocontaminé.

Stéphane Chmelewsky, Ambassadeur de France et le projet de Belrad

En avril 2005, M. Stéphane Chmelewsky, Ambassadeur de France, a été surpris du rejet par CORE du projet de Belrad, suite aux interventions de Mme Frenzel puis du Prof. Lengfelder de l'Institut Otto Hug de Munich.

Il a demandé une expertise du projet pectine de Belrad à l'Institut de Recherche pour la Sécurité Nucléaire (IRSN). Solange Fernex a écrit à M. Chmelewsky, pour rappeler que l'Institut de Recherche pour la Sécurité Nucléaire (IRSN) ne pouvait être considéré comme neutre en la matière. En effet, avec le Commissariat à l'Energie Atomique (CEA), Electricité de France (EDF) et Areva, l'IRSN gère le CEPN.

Le rapport de l'IRSN m'étant parvenu en 2006, j'ai formulé des critiques, montrant que cette expertise reposait sur une analyse très fragmentaire de la littérature, avec un parti-pris contre la pectine, souvent sans mesure par rapport aux résultats des travaux commentés. Ce document de l'IRSN faisait dans la règle abstraction des publications en russe, dont de très importants remontaient aux années 60, quand l'URSS cherchait des moyens pour protéger les populations des radiations en cas de guerre atomique.

«Journée de travail sur la pectine : Enjeux, objectifs et ordre du jour», Ambassade de France le 17 mai 2006.

M. Stéphane Chmelewsky a réuni des spécialistes afin d'être éclairé sur le rôle de la pectine chez les enfants contaminés par des radionucléides incorporés. Il a convié 16 personnes, dont ceux qui s'opposent aux cures de pectines dans les régions contaminées de Tchernobyl (experts de l'IRSN et du Commissariat à l'Energie Atomique (CEA, ainsi que les deux représentants du Otto Hug Institut), et ceux qui considèrent que la pectine de pomme, additif alimentaire, riche en fibres végétales naturelles de pommes et enrichie de vitamines et d'oligoéléments, constitue un atout important et approprié, pour contribuer à améliorer la santé d'enfants contraints de consommer des aliments contaminés par des radionucléides de Tchernobyl.

Le Prof. Frédéric Bois, de l'INERIS France, président de séance, a exprimé son souhait de parvenir à un consensus en fin de réunion. Le Prof. Hille de l'institut de recherche nucléaire allemand Jülich, qui avait participé à des travaux importants, en particulier sur l'efficacité et la tolérance du Vitapect®, en collaboration Belrad au Bélarus figurait parmi les invités, mais n'avait, chose surprenante, pas obtenu de visa pour assister à cette réunion scientifique à l'ambassade de France à Minsk.

M Jourdain de l'IRSN, puis M Ansoborlo du CEA ont consacré beaucoup de temps à commenter des travaux publiés auxquels ils attribuent de la valeur, car soumis à des critères «occidentaux» de sélection. Ils concluent en disant que les connaissances actuelles sont insuffisantes et nécessitent des travaux de recherche supplémentaires. M Lengfelder n'a pas davantage présenté de travaux propres sur le sujet, mais exprimé son antipathie pour la pectine et le projet du professeur Nesterenko.

Si l'on veut scientifiquement critiquer ou corriger une hypothèse de travail, ou infirmer les résultats de travaux scientifiques bien conduits, la science exige qu'on apporte des données reposant sur des protocoles au moins aussi bons que ceux des travaux contestés, avec des résultats confirmant ou infirmant les résultats précédents. L'absence de travaux chez les opposants a rendu le débat scientifique qui se voulait constructif fort laborieux.

Madame Sugier de l'IRSN ou du SCPRI (les structures changent de nom plus que des personnes) m'avait adressé il y a quelques années des protocoles d'études sur ces sujets. Je lui avais répondu en formulant des critiques, demandant qu'on tienne compte dans ces protocoles d'études de certains amendements que je proposais. J'espérais qu'une partie de ces travaux seraient présentés à la réunion du 17 mai 2006. 20 ans après Tchernobyl, ces études ne semblent pas progresser. Pourtant, un travail sur l'irradiation chronique des cellules végétales (algues) et des rats soumis à des doses extrêmement faibles par des nanoparticules d'uranium ont progressé, comme j'ai pu le lire. Les résultats sur la reproduction et l'observation de troubles de comportement des rats engendré par la radiotoxicité à de très faibles doses d'oxydes d'uranium m'auraient intéressé. Les liquidateurs et les vétérans de la guerre du Golfe où les obus à l'uranium 238 ont été utilisés, cherchent des explications à leurs maladies neuropsychiques et autres. Ils ont été victimes des mêmes fumées d'oxydes d'uranium insolubles. (Voir les Abstracts de Loganovsky et al, de Flor-Henry et al. et Fedirko et al. dans Supplementum to PSR/news 01/2006).

Le CEA commence un travail clinique sur irradiation et santé en Russie. 49 enfants malades ont été incorporés dans l'étude qui reposerait sur le principe du cas contrôle. La dose d'irradiation interne chronique, semble ne reposer que sur une seule mesure du Cs-137, alors qu'il en faudrait 3 à 4 par an (si possible pendant quelques années) pour avoir une idée de la dose reçue. Entre une mesure en automne et une autre au printemps chez le même sujet, la différence peut dépasser un facteur 10.

Les travaux de l'institut de radioprotection Belrad, avaient été résumés dans une brochure illustrée et traduite en français, qui incluait des documents récents sur la tolérance de la pectine de pomme, y compris les résultats réalisés avec l'institut Jülich (dont le représentant manquait lors de la réunion). Ces travaux nous sont connus.

L'exposé du Prof. Youri Bandajevsky arrivé de Clermont-Ferrand dont il est citoyen d'honneur, a mis en évidence le rôle du Cs-137 dans la pathologie des différents organes et systèmes, sur la base d'observations cliniques, et anatomopathologiques, avec mesure du Cs-137 dans chaque organe séparément. L'expérimentation chez l'animal de laboratoire nourri avec des aliments contaminés (comme ceux que consomment les populations rurales autour de Tchernobyl), confirment les observations cliniques. Bandajevsky a également rappelé ses travaux expérimentaux avec différents produits capables de réduire la charge en radionucléides de l'organisme. Ainsi il a testé différents chélateurs et des pectines naturelles dont il a noté la capacité d'éliminer le Cs-137 accumulé ou fourni par l'alimentation. Il appréciait alors particulièrement le Pectopan®, une préparation de pectine enrichie d'argile. À cette époque, le Vitapect® de Belrad n'existait pas encore.

Pour Youri Bandajevsky, la confrontation avec l'IRSN et le CEA, qui a suivi les exposés, a ravivé les plaies laissées par les représentants des structures françaises qu'il reconnaissait sous d'autres noms devant lui. Il y a une dizaine d'années, ces institutions l'avaient invité et lui avaient extorqué toutes ses données et documents contre des promesses concrètes de collaboration et d'aide immédiate dans ses travaux de recherches. Rien n'a suivi. Cela explique l'explosion de colère de l'ancien Recteur de l'Institut d'Etat de Gomel face à ces interlocuteurs d'hier, même si leur structure a changé de nom. Il l'a fait dans des termes que l'interprète a refusé de traduire, car trop violents.

L'exposé du professeur Vitaly Korzun (Centre de Recherche en Médecine radiologique, de l'académie des Science Médicales de l'Ukraine) sur les chélateurs et diverses pectines capables de «décorporer» des radionucléides, a été une révélation pour les représentants de l'IRSN et du CEA. Ses travaux réalisés et publiés remontent à la fin des années 60, quand l'URSS cherchait des substances pour protéger les populations, craignant une guerre atomique. Parmi les produits qu'il a testé figure le «Barba-Iod» qui pouvait du temps de la guerre froide, avec l'apport de l'iode stable à côté d'un chélateur, être absorbé dès l'engagement des armes atomiques. Plusieurs publications en anglais, publiées par Korzun dans des revues médicales reconnues ou éditées par des instituts japonais de recherche nucléaire devraient intéresser le CEA et l'IRSN, comme ils m'ont intéressé.

Korzun a en outre présenté le suivi de 430 enfants vivant dans des zones hautement contaminées d'Ukraine qui ont reçu une cure de 3 semaines de Vitapect® en 2006. La pectine était prise lors des repas à la cantine scolaire, mais pas à la maison le matin ni en fin de semaine. Les radiamétristes du Radiation Centre for Radiation Medicine de l'Académie des sciences médicales d'Ukraine, ont été impressionnés par la baisse en moyenne de 30% de la charge en Cs-137 en fin de cure chez ces enfants.

L'IRSN a cité des travaux russes concernant Zosterine-ultra®, préparation qui repose sur une pectine tirée d'une algue, enrichie de fibres végétales et de vitamines. Cette préparation a été enregistrée comme additif alimentaire pour le traitement de sujets contaminés par des radionucléides. L'IRSN écrit que cette préparation est digne d'être utilisée dans des campagnes de masse, en particulier du fait qu'elle aurait un mode d'action différent des préparations à base de pectine de pomme: Non seulement la pectine d'algues fixerait les radionucléides dans la lumière intestinale, pour les éliminer avec les selles, mais encore cette molécule ou des fragments formés dans la lumière intestinale, seraient en partie absorbés. La préparation agirait ainsi dans l'organisme, ce qui augmenterait l'élimination de produits toxiques non seulement pas les selles mais aussi par les reins.

Cette «révélation d'une propriété complémentaire» de la pectine d'algues est en fait quelque chose de bien connu pour la pectine de pomme, au moins depuis la fin des années 90. Les pectines d'algues et de pommes ont le même mode d'action en ce qui concerne la décorporation des radionucléides et métaux lourds. La firme Herbstreith & Fox (H&F) a présenté en 1997 ces données au congrès Vitafood . Ces résultats sont exposés sur le site internet de cette firme pharmaceutique allemande.

H&F ont publié les courbes montrant l'augmentation de l'élimination urinaire du plomb chez des patients atteints de saturnisme pendant leur hospitalisation de trois semaines pour la prise de Medetopekt®. N'étant plus au contact du métal lourd toxique, les ouvriers traités ne se contaminaient plus. (C'est comparable à la situation des enfants dans un sanatorium, dans un environnement radiologiquement propre). H&F ont montré les courbes de l'augmentation de l'élimination urinaire de radionucléides (Sr-90) chez des sujets contaminés, alors que les fibres végétales seules n'ont pas le même effet sur la l'accélération de l'élimination de métaux toxiques ou radiotoxiques.

En résumé, la préparation russe à base de pectine d'algue a les mêmes propriétés remarquables que les préparations à base de pectine de pomme naturelle. C'est l'ignorance des travaux allemands qui ont conduit à cette fausse évaluation des deux produits par la délégation française.

L'avantage de Medetopekt® et de Vitapekt® par rapport à d'autres préparations, repose avant tout sur le fait que ces produits ont d'ores et déjà été largement utilisés, chez des dizaines de milliers d'enfants, pour accélérer la «décorporation» du Cs-137 accumulé dans l'organisme. Les équipes de Belrad ont systématiquement procédé au suivi radiométrique après les cures, aussi bien dans les sanatoriums que dans les écoles des village contaminés. Ces dizaines de milliers de données sont disponibles.

Un projet d'étude dangereux demandé

Lors du débat, le 17 mai 2006, une demande impérative émise par le représentant du CEA m'a choqué: celle de réaliser une étude comparative avec Vitapekt® contre «le médicament standard, le Bleu de Prusse (ferric cyanoferrat)», avant de le prendre en considération pour le projet CORE. Dans des études comparatives de longue durée, Korzun a montré que le Bleu de Prusse ne pouvait pas être testé au laboratoire, car les rats utilisés dans ces études meurent beaucoup trop vite de cancers. Il n'est donc pas question de considérer ce produit cancérigène comme substance de référence pour les enfants.

La préparation de Belrad, Vitapekt® a fait l'objet d'études comparatives par Nika Gres et coll. en 1997. Ce travail montre la bonne tolérance et l'efficacité de la nouvelle préparation par rapport aux préparations déjà sur le marché en Ukraine. Cette tolérance inclut l'étude d'oligoéléments dans le sang. Nesterenko a également comparé Vitapekt® avec Medetopekt® et montré que l'activité et la tolérance de la préparation de Belrad étaient au moins égale à celles de la préparation importée d'Ukraine.

Le professeur Anklam, Allemande, chef du service des additifs alimentaires au Joint Research Centre de la Commission Européenne, à Ispra, Italie, a étudié Vitapekt®, en vue des études proposées par BELRAD pour le projet TACIS du Parlement Européen. Avec son collaborateurs Sarigiannis, le Dr. Anklam a considéré que cette préparation pouvait être utilisée comme le proposait Nesterenko. Elle a même accepté de collaborer activement à ces recherches, en faisant partie du Comité d'Ethique pour cette étude au Bélarus, y compris pour un «field trial».

Dans son allocution finale, le Prof. Lengfelder a exprimé ostensiblement et longuement sa sympathie et la parfaite convergence de ses vues sur les problèmes de Tchernobyl, avec celles des représentants de l'IRSN et du CEA, sans mentionner d'un mot les collègues bélarusses et ukrainiens, voire français et suisses avec lesquels il avait travaillé ce jour.

Conclusion de la réunion pectine du 17 mai 2006

L'Ambassadeur de France, a conclu la réunion en constatant la profondeur du désaccord qui s'était manifesté lors du séminaire. Il a cependant énuméré des points de consensus, afin de pouvoir le lendemain fournir un avis éclairé au Comité d'Approbation de CORE, pour le projet de Belrad. Il a précisé à ce sujet «qu'il ne conviendrait pas à mon sens de bloquer des projets comme celui du professeur Nesterenko, tout simplement parce que ce projet pourrait être aménagé de façon à être mené suivant un protocole international, reconnu par tous autour de cette table, et ferait donc ainsi partie de la suite de nos expériences.»

On ne connaît pas le résultat de la réunion de CORE du 18 mai 2006, mais il semble qu'il soit actuellement question de propositions pour des études complémentaires, mais non de protection généralisée des enfants fortement contaminés par le Cs-137.

News von der Regionalgruppe Ostschweiz

von Urs Peter Frey

Anlässlich des 20. Jahrestages der Tschernobyl-Katastrophe luden wir am 28. April. zu einem Gedenkkonzert mit Paul Giger, Violine, und Marie-Louise Dähler, Cembalo, ein. Die wunderschöne musikalische Szene wurde umrahmt und inhaltlich stark besetzt durch die eindrückliche Ausstellung „20years-20lives“. Mit einer prägnanten Ansprache informierte unser Mitglied Andreas Feldges die zahlreichen Gäste über die Fakten und Folgen von Tschernobyl. An dieser Veranstaltung konnten wir Fr. 1370.- an Spendengeldern für die Aktion „Kinder von Tschernobyl“ sammeln.

Auch beteiligten wir uns am 2. Sozial- und Umweltforum Ostschweiz am 10. Juni. In einem der über 40 Workshops zeigten wir den Film „The Sacrifice“. Wie schon im Vorjahr waren wir erneut erfreut und überrascht, wie lustvoll und intensiv junge Leute sich mit den sozial- und ökologischen Fragen der Politik beschäftigen, im Anschluss an den Film wurde denn auch rege informiert und diskutiert.

Teheran verstehen – geht das? aus DER STANDARD, Print, vom 8.6.2006

Eine Botschaft an die "Dämonisierer" der nuklearen Ambitionen des Iran - Kommentar der anderen von Hans-Friedrich Meyer

****(Hans-Friedrich Meyer war von 1975 bis 2000 Pressesprecher der Internationalen Atomenergie Organisation (IAEO) der UNO in Wien.)****

Die Fakten sind folgende: Im Jahre 1974, unter der Regentschaft des Schah, haben US-Fachleute, angeführt vom Stanford Research Institute, dem Lande empfohlen, angesichts steigenden Elektrizitätsbedarfs nicht nur Öl in kalorischen Kraftwerken zu verbrennen, sondern auf Kernkraftwerke zu setzen. Es wurde damals von Experten aus den USA empfohlen, in den folgenden zwanzig Jahren – also bis zum Jahre 1994 – eine Kernkraftwerks-Kapazität von 20.000 Megawatt zu errichten.

In der Folge davon bestellte das Land umgehend Kernkraftwerke in der Bundesrepublik Deutschland. Der Bau des Kernkraftwerks Buschir am Persischen Golf begann schon 1975 und dauerte bis Ende 1979, als die neue islamische Regierung sich gegen die Nutzung von Kernenergie aussprach und den Bau des Kernkraftwerks Buschir einstellte.

Die Gebäude für das AKW waren damals fertig gebaut. Die nuklearen Komponenten lagen, von der Schah-Regierung bereits bezahlt, in der Bundesrepublik Deutschland, darunter auch mindestens 100 Tonnen angereichertes Uran. Das wäre die erste Ladung für das Kernkraftwerk Buschir I gewesen. Es war nach den Anforderungen für einen Leichtwasserreaktor angereichert, d.h. der Anteil des spaltbaren Uran-Isotops 235 in diesem Uran betrug etwa 3,7 Prozent. (Für eine Atombombe auf Uran-Basis benötigt man laut Angaben der Kernwaffenstaaten an die Internationale Atomenergie Organisation (IAEO) mindestens 25 Kilogramm Uran, in dem mindestens 80 Prozent Uran 235 enthalten sein müssen).

Beidseitiger Gesinnungswandel

Ungefähr um 1994 änderte die Regierung der Islamischen Republik Iran ihre Haltung gegenüber der Kernenergie, wohl unter dem ständig wachsenden Bedarf an elektrischer Energie im Lande. Von da ab wurde bei den alljährlichen Generalkonferenzen der Internationalen Atomenergie Organisation hier in Wien vom Iran verkündet, dass man den Empfehlungen aus den USA von 1974 nun doch folgen werde und Kernkraftwerke zur Erzeugung des dringend benötigten elektrischen Stroms einsetzen werde.

Das führte umgehend zum Protest westlicher Länder unter Führung der USA bei der IAEO. Das in Deutschland gelagerte und bereits bezahlte Material für die Fertigstellung von Buschir wurde auf internationalen Druck der westlichen Industriestaaten von der Bundesregierung nicht zum Export in den Iran freigegeben, das dort bereits lagernde angereicherte Uran verkauft.

Wen wundert es da, wenn der Iran ein Angebot aus Pakistan, die Baupläne für eine Urananreicherungsanlage zu kaufen, annahm und still damit begann, diese Pläne für den Bau einer solchen Anlage umzusetzen? (Der Atomwaffensperrvertrag verlangt von seinen Mitgliedstaaten die Meldung und IAEO-Inspektion erst dann, wenn spaltbares Material in der Anlage ist, also nicht bereits beim Bau.)

Die Geheimhaltung des Baus wurde auch dadurch verständlich, dass in den letzten Jahre des vorigen Jahrhunderts mit internationalem Druck alles versucht wurde, den Weiterbau des Kernkraftwerks Buschir zu verhindern.

Schließlich hat sich die Russische Föderation gegen diesen Druck gestellt und für teures Geld einen WWER 1000 Reaktor in modifizierter Form in das von den Deutschen fertig gestellte Buschir-Gebäude eingebaut – auf der Basis eines Liefervertrages, wie er früher zwischen der Sowjetunion und ihren sozialistischen Vasallenstaaten üblich war: Die Brennelemente mit dem spaltbaren schwach angereicherten Uran müssen von Russland gekauft werden und nach Gebrauch im Reaktor wieder an die Russische Föderation zurückgegeben werden.

Das bedeutet natürlich auch, dass man sich bei der Versorgung dieses teuer gekauften Reaktors in eine Position der politischen Abhängigkeit begeben hat. Nicht zufällig wurde dieses Vertragssystem nach dem Zusammenbruch der Sowjetunion von der Tschechischen Republik, der Slowakei, Bulgarien und der Ukraine sofort aufgelöst.

Der Iran besteht weiter auf einem Kernkraft-Programm zur Verbesserung der Elektrizitätsversorgung im Land. Auf der Generalkonferenz der IAEO im September 2002 wurde vom Iranischen Delegierten angekündigt, dass man in den kommenden 20 Jahren eine Kernkraft-Kapazität von 7.000 Megawatt (also etwa zehn Kernkraftwerke) zu bauen plane. Unter dem bestehenden internationalen Boykott geht das nur aus eigener Kraft.

Der Iran hat inzwischen bewiesen, dass seine Fachleute aus eigenen Fähigkeiten die Urananreicherung beherrschen. Er wird es auch schaffen, die Kernkraftwerke selbst zu bauen. Seit dem 15. Mai 1974 ist ein Safeguards-Kontrollabkommen mit der IAEA in Kraft und seitdem kontrolliert die IAEA im Iran die der Welt im Rahmen des Atomwaffensperrvertrages versprochene ausschließlich friedliche Nutzung des spaltbaren nuklearen Materials im Lande.

Funktionierende Kontrolle

Diese Kontrollen haben die IAEA über mehr als 20 Jahre nicht veranlasst, einen Vertragsbruch anzunehmen. Und bis zum Ende des Jahres 2003 war der Iran sogar bereit, das aus der schlechten Erfahrung mit IAEA-Inspektionen im Irak entstandene Zusatzprotokoll, das wesentlich über die Vereinbarungen des Atomsperrvertrags hinausgehende Kontrollen im Lande vorsieht, freiwillig zu akzeptieren. Erst die dann folgenden politischen Maßnahmen der Großen Fünf und Deutschlands, die die IAEA schlussendlich zwangen, dem Weltsicherheitsrat Bericht zu erstatten, haben die laufenden Verhandlungen gestoppt. Und heute reden Menschen wie Joschka Fischer nur noch von "Besorgnis erregender Entwicklung zur Nuklearmacht".

Zur Erinnerung: Neben anderen Staaten betreiben zum Beispiel auch Deutschland, Japan, Brasilien und Argentinien Urananreicherungsanlagen unter Kontrolle der IAEA- Safeguards. Und da sollte einmal einer sagen, die Kontrollen der IAEA seien nicht ausreichend, um die ausschließlich friedliche Nutzung des spaltbaren Materials zu beweisen.

Vom Westen gelernt, die Bombe zu lieben

Leider wird der Iran zur Zeit politisch dahin getrieben, eine Nuklearmacht mit Atombomben zu werden, um in seiner Region nicht sein Gesicht zu verlieren.

Nach meiner Meinung war das ursprünglich nicht beabsichtigt. Und ich glaube auch, dass es in der geistlichen Führungsschicht des Iran noch viele gibt, die das nicht wollen. Aber so unsinnige Behauptungen wie die des früheren deutschen Außenministers und vieler anderer werden die vernünftigen Stimmen im Iran leider über kurz oder lang zum Verstummen bringen und zu den bestehenden acht Staaten mit Atombomben einen weiteren hinzufügen.

(Quelle: DER STANDARD, Print, 8.6.2006)

Sofortiger Waffenstillstand Ein Appell der IPPNW Deutschland an die Bundesregierung Pressemitteilung vom 21. Juli 2006

Angesichts des andauernden Krieges in Südlibanon und in Gaza fordert die Vereinigung der Internationalen Ärzte für die Verhütung des Atomkrieges (IPPNW) die engagierte friedenspolitische Intervention der Bundesregierung.

In einem Appell fordert die IPPNW die Bundesregierung zu einem Einsatz für einen sofortigen Waffenstillstand und die Einrichtung einer Konferenz für Frieden und Zusammenarbeit im Nahen Osten auf. Zudem seien jegliche Waffenlieferung in die Region sofort zu stoppen und von der israelischen Regierung ein sofortiges Ende der Militäroperationen zu fordern.

Die IPPNW erwartet, dass sich die Bundesregierung für die Ziele der Genfer Initiative von 2003 einsetzt, durch die prominente israelische und palästinensische Kräfte ein quasi unterschrittsreifes Friedens-Abkommen vorlegten. In dem Appell heißt es wörtlich: »Wir bedauern, dass die deutsche Regierung sich vor einer klaren und eindeutigen Stellungnahme drückt und sind empört, dass sie ihre Rüstungskoooperation mit der stärksten Regionalmacht im Nahen Osten und gleichzeitiger Atommacht nicht längst abgebrochen hat.«.

Die IPPNW ist davon überzeugt, dass ein ernsthaftes Eintreten für eine solche Konferenz seitens der deutschen Regierung alle friedlichen Kräfte in der Region stärken wird.

Kontakt: Pressesprecher: Jörg Welke, E-Mail: ippnw@ippnw.de; Internetseite: www.ippnw.de

APPELL AN DIE BUNDESREGIERUNG

IPPNW fordert von der deutschen Regierung den Einsatz für einen sofortigen Waffenstillstand und eine Konferenz für Frieden und Zusammenarbeit im Nahen Osten

Wieder ist ein Krieg im Nahen Osten entflammt: Wir sehen Bilder einer terrorisierten Bevölkerung, tote und verletzte Zivilisten, zerstörte Brücken, Straßen, Flughäfen und Elektrizitätswerke.

Laut einer gemeinsamen Erklärung von UNICEF (Kinderhilfswerk der UN) und der WHO (Weltgesundheitsorganisation) hat der israelische Bombenkrieg bislang 500.000 Menschen in die Flucht getrieben. Die Helfer schlagen Alarm: »Die Grundversorgung der Bevölkerung mit Wasser und Strom ist auch abseits der Kampfhandlungen nicht mehr gesichert«.

Gleichzeitig halten die militärischen Übergriffe auf die Bevölkerung in Gaza und im Westjordanland weiter an. Wegen der Bombardierungen auf das Elektrizitätswerk in Gaza am 28.06.06 und dem Verbot, Öl, Nahrung und Medikamente in die besetzten Gebiete zu transportieren, droht der Ausbruch von Seuchen. Kranke Menschen können nicht mehr in den Krankenhäusern versorgt werden.

Trotz dieser erschreckenden humanitären Katastrophe haben laut Zeitungsmeldungen die amerikanische und britische Regierung der israelischen Regierung zugesichert, das militärische Vorgehen noch eine Woche zu tolerieren, bevor die beteiligten Parteien zu einem Waffenstillstand aufgerufen würden.

Angesichts dieser humanitären Katastrophe, angesichts des sich weiter ausdehnenden Krieges im Nahen Osten, sind wir Ärzte der IPPNW entsetzt über die Haltung unserer Bundesregierung. Wir bedauern, dass die deutsche Regierung sich vor einer klaren und eindeutigen Stellungnahme drückt und sind empört, dass sie ihre Rüstungskoooperation mit der stärksten Regionalmacht im Nahen Osten und gleichzeitiger Atommacht nicht längst abgebrochen hat.

Wie die vorherigen wird auch dieser Krieg im Nahen Osten keinen Frieden bringen!

Die IPPNW fordert die deutsche Regierung auf:

- jegliche Waffenlieferung in die Region sofort zu stoppen;
- von der israelischen Regierung ein sofortiges Ende der Militäroperationen zu fordern;
- sich in der EU und bei den G8-Partnern für einen sofortigen Waffenstillstand aller Seiten einzusetzen;
- sich für die Ziele der Genfer Initiative von 2003 einzusetzen, durch die prominente israelische und palästinensische Kräfte ein quasi unterschrittsreifes Friedens-Abkommen vorlegten;
- konkrete Schritte für die Organisation einer Konferenz für Sicherheit und Zusammenarbeit in Nahost einzuleiten.

In dieser Konferenz verhandeln die unmittelbar beteiligten Kriegsparteien Israel, die gewählte Regierung der Palästinenser und die libanesische Regierung sowie Hisbollah miteinander. Weitere Themen der Konferenz sind die kontrollierte Abrüstung unter Einschluss des Verzichts auf Atomwaffen, sowie wirtschaftliche und politische Zusammenarbeit als langfristige Ziele. Zu diesen Themen müssen vor allem Syrien und der Iran mit einbezogen werden.

Die IPPNW ist davon überzeugt, dass ein ernsthaftes Eintreten für eine solche Konferenz seitens der deutschen Regierung alle friedlichen Kräfte in der Region stärken wird.

Der Vorstand der deutschen Sektion der IPPNW
Berlin, 21.07.2006

weitere Infos: www.ippnw.de

Chemiewaffeneinsatz im Libanon? IPPNW fordert Erklärung Presseinformation der IPPNW Deutschland vom 25.07.2006

Berlin, 25. Juli 2006 Die Organisation der Internationalen Ärzte für die Verhütung des Atomkriegs (IPPNW) fordert in einem Brief an den israelischen Botschafter in Deutschland Shimon Stein Aufklärung über den möglichen Einsatz von Phosphor-Munition durch die israelische Armee im Südlibanon und in Gaza. Medienberichten zufolge weisen die Aussagen mehrerer Ärzte in der libanesischen Hafenstadt Tyrus und in der Hauptstadt Beirut auf den Einsatz dieses durch internationales Kriegsrecht geächteten Kampfstoffes hin.

In einem Bericht des Berliner Kuriers vom 24. Juli heißt es: "Professor Bachir Cham, Leiter eines Krankenhauses in Beirut, erklärte gestern: 'Uns wurden gestern acht mumienartige Leichen in mein Krankenhaus eingeliefert. Die toten Körper zweier Kinder zeigten keinerlei von einer Explosion stammende Wunden. Ich habe den Eindruck, dass ein giftiger Stoff über die Haut in die Körper gelangte. Der Tod folgt darauf mit fast 100-prozentiger Sicherheit.' Gleiches berichtet Dr. Juma Al Sakka vom Gaza Al Shifa Hospital."

Die IPPNW erklärt in dem Brief, dass ein solches Vorgehen der israelischen Armee als Kriegsverbrechen vor dem Internationalen Gerichtshof angeklagt werden kann.

Die Vorsitzende der IPPNW, Dr. Angelika Claußen: "Wir fordern Israel auf, keine solche Waffen einzusetzen. Gleichzeitig fordern wir alle Kriegsparteien zu einer sofortigen Waffenruhe und zu Verhandlungen auf."

Eine von der israelischen Armeeführung an die Medien herausgegebene Richtlinie verbietet die Berichterstattung über den Einsatz von "Sondermunition".

Die IPPNW appelliert an alle Berichtersteller, etwaige Erkenntnisse und Beweise über den Einsatz derartiger Kampfstoffe nicht zurückzuhalten und die Öffentlichkeit detailliert zu informieren.

Kontakt: Pressesprecher:
Jörg Welke
Tel.: 030 - 69 80 74 14

Brief an den Herrn Botschafter, Shimon Stein Israelische Botschaft, Auguste-Viktoria-Str. 74-76, 14193 Berlin, c/o Bundesaußenminister Frank Walter Steinmeier

Seiner Exzellenz dem Botschafter Israels in Deutschland Herr Stein,

Ärzte aus dem Libanon und aus Gaza berichten von verletzten Zivilisten mit schwersten Verbrennungen, die auf einen möglichen Einsatz des chemischen Kampfstoffes Phosphor hindeuten. Durch die Farbe und Geruch der Verbrennungen sind die Ärzte der Überzeugung dies erkennen zu können.

Auch der Einsatz von Munition mit abgereichertem Uran wird vermutet, nachdem Experten Bilder von Geschossen als panzerbrechende Waffen identifiziert haben, die auf einen israelischen Panzer geladen wurden.

Der Einsatz dieser Kampfstoffe ist nach aktuellem Völkerrecht verboten, da sie "übermäßiges Leiden verursachen oder unterschiedslos wirken". Bilder des US-Fernsehsenders CNN zeigen, wie ein neunjähriges Kind und ein achtmonatiges Baby unter extremen Schmerzen durch Verbrennungen leiden.

Am 23. Juli hat Colonel Sima Vaknin-Gil neue Richtlinien für die militärische Zensur herausgegeben, die Berichte über dem Einsatz von "Sondermunition" ("use of unique kinds of ammunition and weaponry") im Libanon untersagen.

Es ist für die Behandlung von Patienten außerordentlich wichtig zu wissen, welche Kampfstoffe eingesetzt werden. Daher fordern wir Sie auf, uns mitzuteilen, welche "Sondermunition" im Libanon zum Einsatz gekommen ist.

Darüber hinaus erinnern wir daran, dass der Einsatz von Waffen, die übermäßiges Leiden hervorrufen, als Kriegsverbrechen vor dem Internationalen Gerichtshof angeklagt werden kann. Wir fordern Israel auf, keine solche Waffen einzusetzen.

Hochachtungsvoll, Dr. med. Angelika Claussen, Berlin, 25.07.2006

Offensiv in die Eskalation

Kommentar von Susanne Knaul

Aus der taz vom 24.7.06

Knapp zwei Wochen nach Beginn der Libanonoffensive wird immer deutlicher, dass das ursprüngliche Ziel, die Freilassung der zwei von der Hisbollah entführten Soldaten, auf militärischem Weg nicht zu erreichen ist. Auch die Zerschlagung der schiitischen Terrorbewegung ist inzwischen nicht mehr erklärtes Ziel. Israel und den USA geht es im Wortlaut übereinstimmend nur noch um eine Schwächung der Extremisten.

Mindestens eine Woche, vielleicht länger, wird die Luftwaffe weiter den Libanon bombardieren, und die Hisbollah, deren Schlagkraft noch immer weitgehend intakt ist, wird weiter Raketen nach Israel schicken. Was die Situation gänzlich eskalieren lassen kann, ist die am Wochenende gestartete massive Bodenoffensive. Die libanesische Armee, die sich bislang zurückhielt, will Widerstand leisten, so verkündete das Verteidigungsministerium in Beirut.

Die Offensive fortzusetzen birgt das Risiko, die Chancen, die erst aus den Kämpfen erwachsen sind, zu verpassen. Schon jetzt steht die libanesische Bevölkerung, die jahrelang keinen israelischen Provokationen ausgesetzt war, einem Frieden mit Israel wieder so ablehnend gegenüber wie zu Zeiten der Besetzung, die vor gut 20 Jahren begann. Immerhin zeigt sich die Führung in Beirut noch immer bereit dazu, die israelischen Forderungen nach einer Kontrolle über die Hisbollah und der Stationierung nationaler Truppen im Südlibanon zu übernehmen.

Klar ist, dass das nicht ohne syrisches Zutun funktionieren kann. Damaskus formulierte nun erstmals Bedingungen für eine friedliche Lösung: die Rückgabe der von Israel annektierten Golanhöhen. Um nichts anderes ging es bereits vor sechs Jahren bei den Verhandlungen Israels mit Hafis Assad. Israel wollte im Gegenzug Ruhe an der libanesischen Front. Eine Lösung scheiterte damals an der Frage des syrischen Zugangs zum See Genezareth, den Israel ablehnte, sowie der Art der Beziehung nach der Unterzeichnung eines Friedensvertrages. Damaskus lehnte den Austausch von Botschaftern ab. Vernichtend lächerliche Streitpunkte angesichts der andauernden Konfrontation, die das Pulverfass täglich explodieren zu lassen droht.

in Kürze / en bref

Presseinformation IPPNW Deutschland. Iranerin inspiziert deutsche Atomanlage. Aktion in Gronauer Urananreicherungsanlage. Berlin, 16. Juni 2006. Zu einer spektakulären Aktion lud die IPPNW zusammen mit den Anti-Atom-Organisationen »Nirgendwo«, »X-tausendmal quer«, »Gewaltfreie Aktion Atomwaffen abschaffen« am Sonntag im westfälischen Gronau ein. Eine iranische Medizinstudentin hat eine symbolische Inspektion der dortigen Urananreicherungsanlage durchgeführt. Hintergrund des Events ist der aktuelle internationale Streit um iranische Atomanlagen. Die Anti-Atom-Aktiven werden verdeutlichen, dass grundsätzlich in jeder Urananreicherungsanlage atomwaffenfähiges Material produziert werden könnte. Genau diese Anreicherung von Uran, die in Gronau selbstverständlich ist, soll dem Iran verwehrt werden. Die IPPNW plädiert dafür, dass die Urananreicherung grundsätzlich verboten und damit das Messen mit zweierlei Maß beendet wird.

Victoire d'étape pour l'Association de protection nucléaire. Les documents sur Fessenheim doivent être communiqués. L'Association trinationale de protection nucléaire de la population autour de Fessenheim (ATPN) note avec une grande satisfaction que la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA, France) confirme l'obligation de communiquer les données et rapports sur la centrale nucléaire de Fessenheim demandés par l'association de protection. Dans son avis du 8 juin (publié le 3 juillet 2006), la commission se prononce en faveur de la communication des relevés concernant les rejets et les prélèvements d'eau par la centrale nucléaire de Fessenheim ; et en faveur de la communication des documents relatifs aux risques d'un accident nucléaire et aux risques sismiques. Concernant les indications concernant les risques de rejets radioactifs, les données relatives à la sécurité dont la divulgation pourrait nuire à la sécurité publique peuvent être occultées. L'Association trinationale de protection nucléaire attend maintenant que les autorités et l'exploitant Electricité de France (EDF) communiquent sans tarder tous les documents demandés, qui sont nécessaires pour juger de la légalité du fonctionnement et de la sécurité de l'installation afin que les communes et individus organisés dans l'association de protection puissent se faire une idée précise des risques auxquels cette centrale nucléaire trentenaire peut ou ne peut pas résister selon l'avis des autorités françaises. Les dirigeants de l'ATPN délibéreront après les vacances d'été avec Maître Corinne Lepage (avocate parisienne, ancienne ministre de l'environnement) et dans leur Conseil d'administration sur la marche à suivre. Il incombera aux autorités françaises et à EDF de garantir la transparence sur la sécurité du réacteur nucléaire et d'apporter, le cas échéant devant les tribunaux, les preuves que la centrale résiste à toutes les exigences, même à un séisme avec Fessenheim comme épiceutre.

Weitere Länder ratifizieren Atomtestverbot. 27.6.2006 Wien (AP) Seit November haben sieben weitere Länder den Vertrag über das Verbot von Atomtests ratifiziert. Wie die internationale Überwachungsbehörde für das Verbotsabkommen (CTBTO) am Dienstag in Wien mitteilte, haben damit insgesamt 132 Länder den Vertragsbedingungen zugestimmt. Zuletzt seien dies Antigua und Barbuda, Kamerun, die Kap Verden, Haiti, Surinam, Vietnam und Sambia gewesen. Besonders die Ratifizierung durch Vietnam sei von großer Bedeutung, sagte der CTBTO-Vorsitzende Volodimir Yelchenko. Das Land sende damit ein starkes Signal an andere Länder in der Region, so zum Beispiel Indonesien. Damit der Vertrag über ein Verbot von Atomtests in Kraft treten kann, müssen 44 Staaten mit Atomkraftwerken oder Forschungsanlagen das Abkommen ratifizieren, die im Anhang des Dokuments aufgeführt sind. Bisher hätten dies erst 34 getan, sagte Yelchenko. Unter anderen fehlen noch die USA, China, Indien, Pakistan, Israel und Nordkorea.

Nina Stähli's koboldhaftes Kunsttheater

von Manfred Maier

Bei der Betrachtung der Arbeiten der Schweizer Künstlerin Nina Stähli kommen mir spontan Bühnenbilder und Inszenierungen in den Sinn. Ein erster Eindruck, welcher sich bei der ersten Begegnung mit der Künstlerin verstärkt und vertieft. Ein schalkhaftes Pippi-Langstrumpf-Wesen führt hier hinter sinnig Regie, legt falsche Fährten, die richtig nachdenklich stimmen und versteckt hinter ihrer Kobold-Maske die eigene Verletzlichkeit.

Nina Stähli hat ihre ersten Schritte als Künstlerin auf der Theaterbühne gemacht, ihre Entwicklung führte sie über Performance hin zur Bildhauerei. Sie beteiligte sich erfolgreich an „Kunst am Bau“ Wettbewerben, verführte den/die Kunstkonsumenten auf Schatzsuche nach Italien, wo sie an neun Orten zwischen Zug und Genua von ihr geschaffene Skulpturen in Eiform vergraben hat. Zu haben ist ein genau angefertigter Schatzplan, der von ihr wiederum in einen Tonkörper eingeschlossen wurde, der an sich einen ästhetischen Wert besitzt und zerstört werden muss, um an den Lageplan heranzukommen. Wem der Besitz des Geheimnisses nicht ausreicht, der muss also das Tongefäss zerstören und sich anschliessend mit Hacke und Schaufel und der so gewonnenen Schatzkarte auf die Reise nach Italien begeben.

Grenzen setzen, Grenzen missachten, Grenzen hinterfragen – der veränderliche Wert „Grenze“ zieht sich wie ein roter Faden durch das Werk der Künstlerin. Dem Erfahrungsschatz „Sozialfall Gesellschaft“ entsprang auch das Projekt „100 Helden.“ Hundert etwa 30cm hohe Tonfiguren, welche ein Ausschnitt aus einem kurzen Text der Künstlerin umfassend beschreibt: „die Norm wohnt in Deiner Heimat.“

Diese Unangepassten, Ausgestossenen, Abgeschobenen und von einer immer heftiger glitzernderen Fassadenwelt an den Rand gedrängten, sprengen in dieser Inszenierung von Nina Stähli die Grenzen. Diese in Ton ver-sinn-bildlichten „ihr gehört aber nicht dazu“ Menschen gehen mit ihrer Künstler-Freundin Stähli munter auf Reisen, stürzen sich auf ein erfrischendes Bad ins Meer, werfen sich beim Anblick eines Fotoapparates kokett in Pose, sitzen mit einem angewiderten „igitt was ist denn das“ Gesicht beim Abendessen in der Osteria des Dorfes vor dem Teller Spagetthi mit schwarzer Tintenfischsauce, geniessen das Frühstück auf dem Balkon mit Meerblick und fragen sich: „wo ist die Grenze?“

Eine Frage, welche sich auch dem Betrachter, auch der Betrachterin, stellt. Eine Frage, die zurück zu einem von der Künstlerin realisiertem Projekt im Rahmen von Kunst und Bau führt. Auf dem Pausen- und Spielplatz der Primarschule Riedmatt in Zug finden sich vier begehbare, zwei Meter hohe Alu-miniumskulpturen in Eiform von Nina Stähli, eingebettet in einen kleinen Erlenwald. Den spielenden Kindern auf Erkundungstour stellt sich seither durch die ovoide Form der „benützbaren“ Kunstwerke die Frage nach dem Ende und dem Anfang, nach der Grenze des scheinbar grenzenlosen. Ein Besuch lohnt sich auch für Erwachsene. Und wenn Sie schon in der Gegend sind, melden Sie sich für einen Atelierbesuch bei Nina Stähli an.

(<http://www.ninastaehli.ch>)

Mit etwas Glück werden Sie Zeuge/Zeugin einer frag-würdigen Inszenierung.